

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50 F

SAMEDI 5 NOVEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

hausse des prix

M. BARRE AVUL A NOUVEAU SON IMPUISSANCE

A JUGULER L'INFLATION

C'est à nouveau un premier ministre utilisant un langage se voulant ferme et assuré que l'on a entendu jeudi soir parler de la hausse des prix, sur les ondes.

Pour le "grand économiste", Barre, il n'est donc pas normal que malgré tous les plans qu'il a lui-même élaborés les prix continuent à augmenter. Il faut trouver des "fauteurs d'inflation". Mr Barre n'a pas du mal à les désigner, ce sont les détaillants et les petits commerçants qui ne cessent de répercuter "les hausses à venir" sur les produits alimentaires. Car Mr Barre a fait une nouvelle découverte, ce sont les produits alimentaires qui sont responsables en grande partie du taux de 0,9 % d'inflation constaté au mois de septembre dernier. Qu'à cela ne tienne, notre premier ministre va s'employer à mettre de l'ordre dans ce tourbillon des prix, et y remédier au plus vite.

Pour cela, il se fait menaçant à l'égard des petits commerçants : le gouvernement sera sans complaisance pour ceux d'entre eux qui n'accepteront pas de réduire leur marge bénéficiaire. Mieux Mr Barre leur promet du reste d'accroître la concurrence en facilitant le développement des grandes surfaces et en ouvrant les frontières à des fruits et légumes en provenance de l'étranger.

Quant aux autres mesures contenues dans le discours du premier ministre, elles ne comprennent rien de bien nouveau, Mr Barre promet encore une fois de surveiller de près le prix de certains produits et demande aux ménagères de faire elles-mêmes la police. Tout ce scénario prêterait à rire si précisément il ne s'agissait pas d'un problème qui touche de très près les travailleurs et les couches sociales les plus démunies.

Car qui Mr Barre croit-il tromper par ces beaux discours ?

Les travailleurs ne se laisseront pas abuser par de tels propos. Ils savent que c'est le gouvernement lui-même qui est en grande partie responsable de la hausse des prix, en cédant par exemple une nouvelle augmentation du prix de l'essence pour février, en augmentant aussi régulièrement certains tarifs publics et surtout en laissant faire les grandes firmes et

(suite page 2)

martinique

pluies diluviennes sur la Martinique INONDATIONS SUR FORT DE FRANCE

Des pluies torrentielles se sont abattues de nouveau sur la Martinique et plus particulièrement le mercredi 2. En l'espace d'une heure et demie il est tombé 75 cm d'eau à Fort-de-France, occasionnant inondations et éboulis.

Les dégâts ont été particulièrement lourds à Fort-de-France ; le quartier Rive-Droite a beaucoup souffert. Le pont Gueydon s'est effondré et l'eau est montée à 1 m de hauteur dans les maisons. Il en est de même dans les quartiers de Dallas à Dillon, où la rentrée scolaire n'a pu s'effectuer à la maternelle.

La circulation routière, elle, a été fortement perturbée et des éboulis ont

eu lieu plus particulièrement sur la route de Trinité, à Lestrade et à Augrain.

On a eu à déplorer un accident de la route à Moutte, accident provoqué par les pluies diluviennes qui ont envahi la chaussée.

Dans cette affaire, ce sont les pauvres qui ont le plus souffert. Car dans cette société, les plus défavorisés sont contraints de se parquer là où les logements sont moins chers, c'est à dire dans les zones insalubres et facilement inondables. Et à la moindre pluie, ces habitations sont inondées. C'est ce qui est arrivé à Rive-Droite et à Dallas plus particulièrement.

guadeloupe

CAPRICE DU TEMPS

ET MAIRIE COLONIALE

A la suite des pluies torrentielles qui se sont abattues pendant quelques jours sur la Guadeloupe, l'on a pu assister dans toute l'île à des inondations exceptionnelles. C'est ainsi que toute la région de la Grande Terre était recouverte de nappes d'eau souvent épaisses par endroits.

Entre Petit-Bourg et Goyave ces inondations prirent un aspect spectaculaire. La circulation fut rendue très difficile, et même interrompue par moments. Le fait que Petit-Bourg fut envahi par les eaux ne constitue pas une surprise ni une exception. Cette commune se trouvant juste au niveau de la mer n'est pourvue d'aucun système facilitant l'écoulement des eaux. Au cours de ces journées pluvieuses, Pointe-à-Pitre n'offrait pas non plus un meilleur spectacle, notamment dans les quartiers de l'assainissement et la rue Vatable.

Mais qui est le véritable responsable de cette situation, si ce ne sont les services de la Direction Départementale de l'équipement de la Guadeloupe. En effet, l'imprévoyance de ces messieurs est manifeste. Munir les villes et les communes d'un système d'égoût pour éviter ces inondations ne présente pourtant pas de grosses difficultés, mais cela la DDE ne le fait pas car pour l'instant les plus

affectés par ces inondations sont encore les habitants des quartiers pauvres ou les petits agriculteurs qui voient leurs jardins noyés.

Et c'est à ce niveau que l'on peut se rendre compte de toute l'aberration du système colonial dans lequel nous vivons. En effet, alors que pendant 6 mois, la Guadeloupe a connu une sécheresse exceptionnelle qui a détruit littéralement toutes les récoltes, en ce moment l'eau est devenu l'ennemi principal du paysan. Mais la responsabilité d'un tel état de fait incombe bien au colonialisme. La nature n'a presque rien à y voir. Car il aurait été très simple de prévoir un système pour emmagasiner toute l'eau qui est tombée et ainsi régler en grande partie les dégâts provoqués par la sécheresse.

oooOooo

Directeur de publication : J. BIRAC
Commission Paritaire : XXXXXXXXXX
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

6^e supplément au mensuel N° 80

GUYANA : Les travailleurs face

à un gouvernement "progressiste"

Les coupeurs de canne de la Guyana (ex-Guyane britannique) sont, à l'heure où nous écrivons, en grève depuis plus de 70 jours. Le gouvernement se plaint de ce que la récolte (c'est dans cette période qu'elle a lieu là-bas) n'ait jusqu'à présent permis de produire que 45.000 tonnes de sucre, contre 120.000 tonnes l'année dernière à pareille époque.

Que réclament les travailleurs ? Le partage des 215 millions de dollars de bénéfices réalisés sur les récoltes de 1974 et 1975.

Face à cette revendication, la réaction du gouvernement soi-disant progressiste de Burnham a été de faire envahir les champs de canne par la police et l'armée, et d'empêcher 6.000 briseurs de grève. Il semble cependant que les travailleurs soient décidés à tenir bon.

Cette lutte des travailleurs de Guyana constitue un exemple précieux pour nous, travailleurs antillais, non seulement à cause de leur détermination, mais

à cause de l'ennemi que les prolétaires guyanais sont amenés à affronter. En effet, la Guyana est un pays désormais indépendant à la tête duquel se trouve un gouvernement considéré comme "progressiste", "anti-impérialiste", par bien des petits-bourgeois. Or, la réaction de ce gouvernement face aux travailleurs en lutte nous est familière : ce sont les mêmes méthodes qu'emploie ici le colonialisme français pour défendre les capitalistes. Et ce n'est pas un hasard : les Anglais ne sont plus là, mais ce sont toujours des bourgeois qui sont au pouvoir, même s'ils ont changé de couleur, même s'ils se disent défenseurs du "peuple". Les travailleurs doivent chasser le colonialisme. Mais ils doivent le faire pour leur propre compte, afin d'exercer eux-mêmes le pouvoir. Mettre aveuglément son sort entre les mains de petits-bourgeois soi-disant progressistes ou anti-impérialistes, ce serait se retrouver, comme les camarades de Guyana, face à de nouveaux exploiters.

ALORS QUE LES CHENILLES DETRUISENT
LE TRAVAIL DES AGRICULTEURS :

À QUOI SERT LA D.D.A. ?

Après les fortes pluies qu'a connu la Guadeloupe récemment, dans le nord de la Grande-Terre, les agriculteurs subissent une fois de plus une véritable calamité. Cette fois il s'agit d'une invasion de chenilles qui ont détruit en quelques heures des jardins entiers d'ignames, de patates douces, de pois.

De Port-Louis à la région du Moule, pour de nombreux petits exploitants, c'est une vraie désolation.

Une telle catastrophe était pourtant aisément prévisible. Elle est loin d'être la première du genre et il existe des moyens appropriés pour éviter qu'elle ne se produise.

Si "Direction Départementale de l'Agriculture" signifie quelque chose, c'est bien à cet organisme relevant de la préfecture et du Ministère de l'Agriculture qu'il appartient de veiller à informer les agriculteurs et surtout à les aider techniquement et financièrement afin qu'ils ne soient pas des victimes de ce qu'on aura trop tendance à attribuer à une catastrophe naturelle.

Si la D.D.A. a été incapable de faire son travail, c'est à elle, et à l'administration préfectorale, de payer les conséquences de leur incompétence en dédommageant les agriculteurs qui ont perdu leurs récoltes. Il faut que de leur côté et sans attendre, ces agriculteurs se regroupent et s'organisent pour exiger qu'il en soit ainsi.

SAINTE-MARIE (Mque)

JUMELAGE DU P.S.F. ET DU R.P.R. ?

À l'occasion du jumelage de la commune de Sainte-Marie de la Martinique avec celle de Sainte-Marie de la Mer dans les bouches du Rhône en France, on a pu entendre le maire socialiste de cette ville rivaliser avec Camille Petit en déclarations assimilationnistes.

Ainsi ce maire, membre du parti socialiste français, et qui est aussi conseiller général des Bouches du Rhône, a déclaré dans son discours que, bien que séparées par une distance de 7 000 km, les deux villes étaient deux villes bien françaises sur lesquelles flottait le même drapeau. Il s'est félicité du fait, qu'un jumelage ait été réalisé entre deux communes "françaises", et à aucun moment n'a tenté de démentir les propos de Camille Petit, ou le traditionnel discours du préfet sur "l'appartenance de la Martinique à la France" ou sur "la communauté d'intérêts entre français du continent et d'outre mer".

Ainsi, tandis que ses collègues martiniquais revendiquent l'autonomie, ce représentant du PSF, lui, vante l'attachement de la Martinique à la France, rêvant par là les véritables intentions du parti de François Mitterrand quant à l'avenir des populations des DOM au cas où la gauche arriverait au gouvernement.

EDITORIAL

(suite)

les grandes surfaces qui, sous prétexte d'auto-financement, pratiquent des prix fort élevés. C'est à celles-là qu'il

NOUS REPRODUISONS INTEGRALEMENT CI-DESSOUS UN ARTICLE DU JOURNAL REVOLUTIONNAIRE FRANCAIS " LUTTE OUVRIERE "

Equateur: massacre

de travailleurs

En Equateur, pays d'Amérique latine, 120 travailleurs de l'usine Aztra ont été assassinés par la police alors qu'ils étaient en grève, d'après le syndicat régional.

Le gouvernement ne dément d'ailleurs pas ce massacre mais essaye de contester le nombre des victimes.

Le 18 octobre, les travailleurs avaient décidé la grève et occupé les locaux. Ils exigeaient une augmentation de leurs salaires à la suite des hausses des prix du sucre, comme il était convenu dans leurs contrats collectifs.

Au moment où la police est intervenue, il y avait dans l'usine environ quatre mille personnes, les femmes et les enfants des travailleurs étant venus apporter leurs repas aux grévistes. Et là, ce fut un véritable massacre dans une panique générale : des coups de feu furent tirés et ensuite les corps des victimes furent jetés dans le canal et d'autres dans des cuves de sucre en fusion. Et aujourd'hui, pour couronner le tout, les dirigeants du syndicat d'Aztra sont menacés de procès.

Le colonel Chiribogax, ministre du travail du régime dictatorial déclarait cyniquement : "ce qui est arrivé à Aztra n'est que le résultat de l'esprit de lucre des dirigeants ouvriers qui s'en prennent aux plus élémentaires principes et au droit de propriété".

Mais les travailleurs équatoriens ne sont pas décidés à laisser ce massacre sans réplique. Face aux bandes armées de l'état, face aux tueurs officiels, ils s'organisent. Selon une dépêche de l'AFP des manifestants armés ont contrôlé le village situé près de la sucrerie Aztra. Ils auraient ouvert le feu sur les policiers qui se seraient alors retirés du village. Par ailleurs, le gouvernement, qui espérait sans doute briser la lutte des travailleurs, se trouve confronté avec des grèves qui s'étendent dans la plupart des sucreries du pays.

Les quelques quinze mille travailleurs en grève dans les provinces du Guayas et de Monterey réclament, outre la répercussion sur leurs salaires de l'augmentation des prix de sucre, la libération des dirigeants syndicaux emprisonnés et une indemnisation pour les familles des victimes de l'usine d'Aztra, qui est... un colonel en retraite...

Le gouvernement équatorien a le front de prétendre que tout cela est l'oeuvre "d'agitateurs syndicaux". Comme si la misère, l'arrogance, la violence meurtrière des possédants ne constituait pas une raison amplement suffisante pour expliquer la riposte des exploités.

Marie Claude SOLAC

faudrait s'en prendre si l'on veut maîtriser l'inflation, et pas seulement à l'échelon national, mais à l'échelle mondiale.

Mais une telle politique, seuls les travailleurs peuvent la mener, en exerçant notamment un contrôle strict sur les prix à la production, et à la consommation.

••••••••••••••••••••

ACHETEZ, LISEZ
COMBAT OUVRIER